

Comme nous disons, ce n'est pas avec des Livres blancs et des études qu'on réussira à résoudre ce problème. Au fait, on a vu ce qu'a donné la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme. On a dépensé 15 millions et on a engagé 556 personnes à plein temps. Pourtant, on vient faire à cette enquête un enterrement de première classe. Absolument rien n'est changé, bien qu'on ait fait l'étude. Cela n'a pas donné un cent de plus aux contribuables, mais cela a changé la politique.

Monsieur l'Orateur, il est absolument ridicule et révoltant de constater un tel état de choses. Je veux, à titre de jeune, exprimer au gouvernement mes inquiétudes au sujet de cette masse de jeunes qui se voient poussées aux études et qui, en les terminant, se retrouvent avec des diplômes de toutes sortes mais n'ont pas les moyens de participer à l'activité économique du pays.

Monsieur l'Orateur, pendant qu'ils étudiaient, on leur disait qu'il pourraient, à la fin de leurs études, vivre dans une société de bonheur, où ils auraient la sécurité. Ces jeunes sont prêts à se battre, à lutter, à travailler, à se donner pour leur pays. Ils ne demandent pas mieux que de faire leur part. On n'a qu'à leur offrir une carte d'assurance sociale, une carte d'assurance-chômage. On leur dit: Attendez votre tour aux centres de la main-d'œuvre du Canada.

Aux parents de ces jeunes-là, on dit: Attendez votre tour; aux centres de la main-d'œuvre du Canada, on va vous faire suivre des cours de recyclage. Monsieur l'Orateur, on voit comme moi, j'en suis sûr, comment on peut «patauger» dans le système et comment ce n'est pas sérieux.

Il est urgent qu'on mette de l'ordre dans ce système. Nous ne disons pas que ces gens ne savent pas administrer, mais nous disons qu'il est temps que le gouvernement adopte la même politique de restriction du crédit ou du pouvoir à l'égard de la haute finance et des banques à charte.

Nous disons que le gouvernement doit ordonner à la Banque du Canada d'être au service de tous les Canadiens. La Banque du Canada, c'est la banque de tous les Canadiens. Pourquoi ne deviendrait-elle pas l'organe premier du gouvernement canadien pour financer tout le secteur public, savoir les provinces et les municipalités, au lieu de l'emprunt à l'étranger pour financer notre propre pays?

[Traduction]

**M. Colin D. Gibson (Hamilton-Wentworth):** Monsieur l'Orateur, on a fait ce soir des discours intéressants de l'autre côté de la Chambre. Nous avons entendu le député de Wellington (M. Hales) réitérer l'éternel argument selon lequel nous avons délibérément créé le chômage en prenant des mesures excessives pour maîtriser l'inflation.

**M. McGrath:** Et comment!

**M. Gibson:** Je me rends compte de plus en plus, d'après ce que je vois, entends et lis dans cette enceinte, que si nous n'avions pas pris ces mesures pour combattre l'inflation, notre structure des prix et des salaires se serait gonflée comme un ballon et aurait provoqué un chômage massif d'un océan à l'autre. Personne en face ne le nie, mais on nous reproche sans cesse de nous être attaqués au problème. Aucun des orateurs d'en face n'a expliqué comment nous pourrions conserver leur emploi aux gens

[M. Fortin.]

en laissant les prix monter en flèche et détruire notre position concurrentielle.

**M. Hales:** Et le Japon et l'Allemagne, qu'en dites-vous?

**M. Gibson:** Dans ces pays la situation du marché de l'emploi n'est pas la même que chez nous. Leurs structures ne sont pas les mêmes. Leurs systèmes sont différents et le Japon surtout est plus petit géographiquement. Leurs techniques sont plus modernes que les nôtres et différentes aussi. J'oserais dire que le Japon serait heureux de posséder nos richesses encore inexploitées. Nous allons nous attaquer à ces problèmes et créer un climat économique comme on en a encore jamais vu.

Je ne dis pas cela simplement pour parler ou par excès d'optimisme. Si nous n'avions pas planifié notre économie à partir de critères sérieux et soumis nos prix à un contrôle raisonnable, nous n'aurions pas aujourd'hui cette énorme balance commerciale. Les chiffres prouvent que notre économie repose sur des fondements solides. Le prix du dollar a augmenté et nos comptes en banque sont élevés.

● (9.00 p.m.)

Le fait que les taux bancaires baissent est bon signe car cela signifie que nous sommes sur le point de surmonter le pire de cette sombre période de notre histoire économique.

Il est entendu que les statistiques du chômage sont élevées; mais nous nous y attaquons. Le ministre du Travail (M. Mackasey) va présenter des modifications à la loi sur l'assurance-chômage les plus modernes et les plus nouvelles qui aient jamais été présentées à aucun Parlement. L'opposition ne l'a pas critiqué. J'espère qu'elle appuiera le bill lorsqu'il sera présenté. Avec l'aide de tous les partis, j'aime à croire que nous pourrions l'adopter sans tarder. Il permettra à notre économie de progresser. Au lieu de faire la queue pour obtenir de l'aide, les travailleurs rechercheront de nouvelles possibilités de recyclage que leur offrira ce bill. Ceux qui auront eu à souffrir de l'automatisation, l'une des difficultés de la vie moderne, auront la possibilité de se recycler grâce à cette loi. Grâce à nos programmes de formation, les travailleurs pourront mettre leur amour-propre à apprendre un nouveau métier au lieu de rester chez eux, oisifs et au chômage.

**Des voix:** Bravo!

**M. Gibson:** Dans un sens, ces hommes vont travailler, parce qu'ils vont se recycler eux-mêmes. Avec nos programmes de mobilité de la main-d'œuvre, il n'y a aucune raison, surtout si l'on songe que les jeunes aiment à se déplacer, pour que nous ne puissions faire de ce nouveau programme de recyclage de la main-d'œuvre le programme le plus moderne et le plus avant-gardiste qui soit au monde. Nous sommes, je crois, dans la bonne voie. Je reconnais qu'il faut s'attaquer à certains problèmes qui se posent dans le domaine du bien-être social. Nous ne pouvons tout simplement donner de l'argent aux gens pour qu'ils soient en meilleure posture, s'ils restent chez eux, qu'ils le seraient s'ils avaient un emploi peu rémunérateur.

Les mesures prises par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Munro) dans le domaine des droits au bien-être, même si la presse les a facile-